Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

102-103 | 2005
Gérard Althabe

Un anthropologue en politique

Jean-Pierre Garnier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1419>

DOI : 10.4000/jda.1419

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 331-353

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jean-Pierre Garnier, « Un anthropologue en politique », *Journal des anthropologues* [En ligne], 102-103 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1419> ; DOI : 10.4000/jda.1419

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2019.

Journal des anthropologues

Un anthropologue en politique

Jean-Pierre Garnier

- 1 À la différence de maints chercheurs de l'ancienne génération – celle qui a connu la deuxième guerre mondiale et, surtout, la guerre froide qui a suivi – qui se plaisent à relier publiquement leur cheminement intellectuel à leur itinéraire politique, Gérard Althabe, en dépit de convictions affirmées, s'est montré plutôt discret à ce sujet, sans doute parce qu'il ne faisait pas partie des intellectuels médiatisés. L'exercice est, en effet, généralement réservé aux penseurs de renom passés maîtres dans l'art de la rationalisation rétrospective : leur célébrité donne aux vicissitudes de leurs engagements successifs valeur d'exemple, surtout quand ils débouchent sur un ralliement final et définitif à l'ordre établi. De ce point de vue, G. Althabe n'était pas « médiatisable ».
- 2 Pour dégager ce que son regard anthropologique sur la société française contemporaine a pu devoir à ses positions politiques, on ne s'appuiera pas ici sur les travaux scientifiques qu'il a réalisés ou dirigés dans l'hexagone¹. Outre qu'il faudrait, pour ce faire, avoir pris une part active dans ces recherches, la séparation canonique entre le chercheur et le « citoyen », à la fois condition et produit de l'autonomie – plus ou moins relative, dans le cas des sciences sociales – du champ scientifique, rend toujours difficile une telle entreprise, ne serait-ce que par son illégitimité même aux yeux sourcilleux des gardiens patentés la cité savante. Il est, néanmoins, des moments de l'histoire où cette séparation postulée est quelque peu mise à mal en raison d'événements qui peuvent inciter le chercheur à intervenir dans l'arène politique sans avoir à dissimuler ses présupposés et ses préférences en la matière, comme il le fait d'ordinaire pour attester la scientificité de ses interprétations du monde social.
- 3 L'un de ces moments fut celui où la France, gouvernée depuis les débuts de la v^e République par des politiciens de droite, connut pour la première fois une « alternance ». Ce changement n'aurait pas connu le retentissement que l'on sait s'il n'avait été censé ouvrir, à terme, sur une « alternative » à la domination plus que séculaire du capitalisme. La « rupture » avec lui n'était-elle pas inscrite à l'ordre du jour, depuis le congrès fondateur d'Épinay ? Peu importe, en l'occurrence, que l'enjeu réel n'eût pas été exactement celui-là. Le fait est que beaucoup y crurent, que ce soit pour le craindre ou s'en féliciter. Or, G. Althabe faisait partie de ces derniers.

- 4 Cette croyance l'amena à rejoindre, au cours d'une période où tout ne paraissait pas encore joué, un groupe d'intellectuels qui s'étaient réunis à la fin des années soixante-dix autour de Jean-Pierre Chevènement et de Didier Motchane². Objectif de ce regroupement ? Lancer une revue théorique destinée à contrer l'offensive idéologique tous azimuts menée par une « deuxième gauche » que le leader du CERES³ et ses amis qualifiaient sans aménité de « gauche américaine »⁴. Non sans raison, eu égard à son anticommunisme et son atlantisme, pour ne rien dire de ses théorisations importées d'outre-atlantique sur ces « nouveaux mouvements sociaux » censés « subvertir » voire « révolutionner la société bourgeoise », alors qu'ils ne faisaient que contribuer à son renouvellement et sa consolidation, comme l'expérience l'avait montré aux États-Unis.
- 5 Dans la page liminaire de présentation du premier numéro, on pouvait lire ces lignes : « Quand tout conspire au oui, les rengaines du consensus rendent l'air du temps irrespirable. C'est pourquoi nous avons choisi ce "non" pour respirer, pour résister, pour inventer »⁵. *NON !* : tel avait été, effectivement, l'intitulé choisi pour baptiser la nouvelle revue. Il exprimait un refus catégorique dont un éditorial pour le moins « musclé » détaillait les cibles. Outre le capitalisme et l'impérialisme, ennemis tout désignés pour une revue qui s'assignait pour « vocation » rien moins que d'« armer les partisans du socialisme, à l'intérieur comme au-delà des frontières et des organisations », était particulièrement visé le « compromis historique » que rêvaient de conclure, par « deuxième gauche » interposée, les fractions modernistes de la bourgeoisie française et la « nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne »⁶. Cette « alliance de classes » trouvait de nombreux partisans, camouflés ou non, non seulement au sein même du Parti socialiste et de sa mouvance syndicale ou associative, mais aussi dans un complexe médiatico-intellectuel qui, à peine revenu de ses errements gauchistes, récidivait dans le combat contre le « totalitarisme ». D'où la nécessité de faire face, sur le « front idéologique », aux menées de cette coalition. Mal remise de la défaite du courant rocardien au Congrès de Metz (1979), elle n'avait eu de cesse, depuis lors, d'empêcher que le *Projet socialiste* (1980), rédigé en grande partie par Didier Motchane et quelques hauts fonctionnaires, chercheurs ou écrivains proches du CERES, ne soit autre chose qu'un chiffon de papier promis – comme il le fut, à peine l'encre séchée, par leurs adversaires – aux poubelles de l'histoire.
- 6 À défaut de résumer un programme, le titre de la revue et le texte qui en expliquait le sens avaient donc annoncé la couleur : un rose assez foncé pour paraître à beaucoup avoir viré au rouge. Il faut dire qu'il y était question, entre autre, d'« exploitation », de « mouvement ouvrier », de « lutte » (ou de « collaboration ») « de classe », d'« anticapitalisme », de « transformation fondamentale de l'ordre établi », le tout ponctué de remarques assassines sur la « vision du monde néo-petite bourgeoisie » qui « s'amenuise à mesure que la capitalisme se mondialise » ou sur la « récupération idéologique de la thématique soixante-huitarde » par le « libéralisme avancé ». Ce qui eut pour effet – recherché – de susciter indignation et sarcasmes dans les cercles de gauche qui professaient déjà, bien avant qu'on ne lui trouve un nom quand ses ravages se feront sentir dans les milieux populaires, ce que l'on appellera le « social-libéralisme ».
- 7 Cependant, cette revue dont le propos et le ton avaient le don d'irriter les tenants, majoritaires, d'une néo-social-démocratie conforme à ce qu'en attendaient les puissants, séduisait en même temps les réfractaires, minoritaires, au renoncement politique et à la régression idéologique que cet alignement impliquait. Il n'est pas surprenant, dès lors, que G. Althabe ait compté parmi ces derniers. Ne jugeait-il les questions théoriques et les

questionnements scientifiques, propres à la discipline qui était la sienne, indissociables d'une mise en question, ne serait-elle qu'implicite, du type de société auquel les unes et les autres se rapportaient ?

En mai, dit ce qu'il te plaît

- 8 Avant de prendre une forme écrite, la contribution de G. Althabe aux débats lancés par *NON !* fut orale. Sa venue au comité de rédaction, quelques mois après la parution du premier numéro, intervenait à un moment où l'approche des échéances électorales donnait lieu à d'intenses discussions. À l'encontre d'une rumeur répandue par les adversaires du CERES, selon lesquels le « chevènementisme » serait synonyme de rigorisme et de dogmatisme, le pluralisme n'était pas un vain mot au sein du collectif de la revue. Certes, le « nationalisme », l'« étatisme » et le « productivisme » imputés par la « deuxième gauche » aux orientations du CERES y bénéficiaient d'une forte représentation, mais ils n'excluaient pas, chez la plupart de ceux qui défendaient les points de vue ainsi qualifiés, les préoccupations internationalistes, autogestionnaires ou écologiques. Et cela d'autant moins que la majorité de l'équipe rassemblée autour de *NON !* n'était pas « encartée » au PS, et qu'une bonne part avait plus ou moins frayed avec l'extrême gauche. Avec la diversité d'influences idéologiques qui en découlaient : marxisme, léninisme, maoïsme, tiers-mondisme, guévarisme et même... conseillisme ou anarchisme. Autant dire que la participation à la vie d'une revue où, comme le réitérait un encart publicitaire, « l'on puisse, à partir de positions différentes, tirer dans la même direction », n'était pas pour déplaire aux francs-tireurs comme G. Althabe, dont les engagements progressistes ne faisaient pas d'eux, pour autant, des partisans.
- 9 Il était fréquent que l'actualité politique fasse sentir sa pression au cours de la préparation d'un dossier thématique ou de l'examen de tel ou tel article « hors dossier ». Des échanges de vues, souvent animés, s'ensuivaient entre ceux qui envisageaient l'avenir comme s'il souriait déjà au « peuple de gauche », et ceux qui doutaient fort qu'il en aille ainsi si la gauche institutionnelle l'emportait au sommet sans que la base ne parvienne à se mobiliser pour la déborder. Lors de ces confrontations récurrentes, G. Althabe occupait une position médiane. À ses yeux, la situation, en cas de défaite de la droite, resterait « ouverte », la suite dépendant de la dynamique créée par l'action du nouveau gouvernement conjugée au soutien actif des « classes populaires ». Il faudra, toutefois, attendre la victoire de François Mitterrand pour que G. Althabe livre, pour la première fois « noir sur blanc » son analyse de la conjoncture politique⁷. Le titre en résumait la philosophie : « Le champ des possibles »⁸.
- 10 Article révélateur, comme on va le voir, si l'on tient compte, en sus, du contexte où il fut rédigé. J.-P. Chevènement, qui s'apprêtait à occuper un poste de ministre d'État, pour la recherche et de la technologie⁹, et Didier Motchane avaient invité les membres du comité de rédaction qui le désiraient à « réagir à chaud » par écrit dans les jours ou les semaines qui suivirent l'heureux événement, en promettant qu'aucune censure ne pénaliserait les éventuels « points de vue dissidents ». Promesse tenue. Peu de gens, néanmoins, répondirent à cette invite. Prudence ou attentisme ? Sollicitations plus gratifiantes venues d'ailleurs ? G. Althabe, en tout cas, fut l'un des rares à ne pas faire défection¹⁰.
- 11 Une « tentative », selon lui, devait être écartée d'emblée : « insérer l'événement dans une série (tirée du passé historique national et étranger) ». Cela serait revenu, en effet, à lui « donner sens à partir d'un cadre préétabli », à savoir celui du « débat théologique de la

gauche intellectuelle » où, « comme dans la tragédie grecque », l'événement « contient en lui la catastrophe finale », que ce soit sous la forme d'un « retour musclé de la droite sur les ruines de la gestion social-démocrate », ou celle d'une « réussite de la gestion social-démocrate à travers la trahison et l'asservissement aux capitalistes ». Avec le recul de plus de deux décennies, cette mise en garde pourra paraître, au choix, cocasse ou dramatique : la « catastrophe » survint sous ces deux formes. Il est vrai qu'elle n'eut rien de « finale » puisqu'elle se reproduisit à chaque passage de la gauche au pouvoir ! Pour G. Althabe, cependant, rien n'était écrit d'avance : au contraire, le 10 mai avait « ouvert un champ des possibles. Sans aucune fatalité, sans avenir inéluctable ».

- 12 Suivait un raisonnement dont on essaiera de restituer la subtilité et la cohérence, tout en sachant bien qu'elles n'en garantissent pas la pertinence. « Le 10 mai, affirmait G. Althabe, c'est la libération des couches dominées, leur conquête symbolique du pouvoir d'État, leur irruption sur un terrain d'où elles étaient écartées ». Ce qui compte dans cette assertion, c'est l'épithète « symbolique ». En bon anthropologue, G. Althabe n'ignorait pas que si « les gens du château » – l'Élysée – étaient « partis », comme venait de le proclamer Pierre Mauroy avec sa démagogie coutumière, un nouveau monarque républicain entouré de sa cour de petits marquis « roses » allait sans plus tarder occuper la place. Et que, par conséquent, la présence du « peuple souverain » y demeurerait plus virtuelle que jamais, si tant est que le lieu du pouvoir réel se trouve véritablement là. Aussi G. Althabe se chargeait-il de mettre un double bémol à son triomphalisme initial en rappelant, d'une part, que cette conquête présumée populaire du pouvoir ne l'était qu'au plan symbolique « de par le mode même des mécanismes institutionnels, c'est-à-dire la délégation par l'élection », et que, de toute façon, elle ne se situait que « sur le seul terrain politique », les « détenteurs des pouvoirs économiques » restant hors d'atteinte.
- 13 Ces restrictions conduisaient à poser la question inévitable : « Que peut-il advenir de cette conquête symbolique ? L'irruption des couches sociales dominées, se limitera-t-elle à la danse d'un soir place de la République ? »¹¹ Et G. Althabe d'évoquer ce à quoi leur « résorption [...] hors du champ du pouvoir » et une présence réduite au symbolique ne pouvaient manquer d'aboutir : au « simple réaménagement du partage des rôles entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, avec, bien entendu, le maintien des structures capitalistes d'exploitation ». Une éventualité que l'on ne pouvait d'autant moins écarter, que deux facteurs agissaient en ce sens : la procédure électorale même, dont l'efficacité avait été renforcée par les législatives au mois suivant, qui reconduisait, avec l'appui des commentateurs médiatiques, la dépossession du peuple de son pouvoir au profit de ses représentants ; le « puissant mouvement de désengagement d'avec le politique, le repliement sur la famille, le quotidien » provoqué par « la crise, le chômage et les pratiques du régime précédent ». Néanmoins, comme on l'a vu, G. Althabe ne considérait pas que la partie démocratique... et le pari socialiste fussent voués à être perdus : « la résorption des potentialités contenues dans la conjoncture ouverte par le 10 mai » n'était pas « inscrite dans une volonté fatale ».
- 14 Bien que la forme interrogative laissât, malgré tout, transparaître le doute, G. Althabe restait convaincu qu'une autre issue était possible : « Peut-on esquisser la problématique du passage de la conquête symbolique du pouvoir, à la présence effective des couches sociales dominées dans le pouvoir ? » La formulation de cette problématique tenait compte des premières mesures annoncées par le nouveau gouvernement : décentralisation, édification de pouvoirs régionaux, renforcement des pouvoirs municipaux, introduction des associations comme partenaires... Ces réformes ne

touchaient que la structure de l'État, laissant en l'état, si l'on peut dire, la structure socioéconomique. « Une orientation se dessine, notait G. Althabe, qui reste localisée dans le terrain politique », celui-là même où « la victoire s'est constituée », donc « dans des lieux extérieurs à la production », prorogeant ainsi « la séparation du politique et de l'économique, de la résidence et du travail ». Avec le risque de voir l'élargissement du partage du pouvoir d'État ne profiter qu'à certaines catégories sociales, sans que, par ailleurs, le pouvoir économique des classes possédantes ne s'en trouve le moins du monde menacé.

- 15 Deux « conséquences », négatives selon G. Althabe, pouvaient en résulter. D'un côté, « la dislocation de l'alliance interne aux couches dominées, l'éclatement de l'unité des vainqueurs du 10 mai : les nouvelles couches moyennes seraient les seules bénéficiaires du partage du pouvoir, et les travailleurs manuels massivement exclus. Avec le risque de créer, au niveau du local, les conditions de risque d'un affrontement inédit »¹² ; de l'autre, « la cristallisation de la séparation entre la production et le champ où se joue le pouvoir », qui ne pourrait que contribuer à la pérennisation des « conditions internes à la production », c'est-à-dire de l'« exploitation ».
- 16 Pour Gérard Althabe, il ne restait plus aux forces de gauche qu'à mettre à profit le « partage du pouvoir d'État à travers sa démultiplication locale » pour appuyer la lutte des travailleurs dans les lieux de production et faire en sorte que la conquête du pouvoir cesse d'être purement symbolique, « en instaurant de nouveaux rapports de production sur les ruines des anciens ». Bien entendu, l'adversaire n'allait pas se laisser faire, et cela d'autant moins que « la force des détenteurs du pouvoir économique », soutenus de surcroît par « leurs appuis internationaux », n'était que « peu entamée par la victoire politique » de la gauche française. Cette résistance des privilégiés trouvait des conditions favorables, G. Althabe en était conscient, « dans un champ social profondément bouleversé par les effets de la crise, le chômage et sa menace, la politique patronale de réorganisation du travail et des rapports hiérarchiques », bouleversement qui avait entraîné « un affaiblissement des syndicats dans les lieux de production ». Aussi importait-il, avant de « lancer l'offensive » – ou plutôt la contre-offensive – sur ce front, de dresser « un bilan de la situation » et d'« évaluer, en particulier, la position réelle des réactions syndicales » dont G. Althabe doutait fortement de leur capacité à « devenir les acteurs d'une lutte », sans « changements importants » en leur sein.
- 17 Au vu de ce qui précède, le « champ des possibles » apparaissait beaucoup plus restreint que cette formulation pouvait le laisser croire. Certes, la « rupture » avec le capitalisme demeurait l'horizon. L'article ne visait-il pas, précisément, à pointer le « lieu » qu'il fallait sans plus attendre investir pour « sortir de la continuité » ? Mais, la phrase sur laquelle Althabe clôt son propos donne l'impression de devoir être lue comme une antiphrase. Sans articulation avec la lutte sur le lieu de travail, prévient-il, le nouveau « partage du pouvoir dans le champ politique » n'évitera pas de « servir au maintien des rapports de production capitalistes », pas plus qu'il ne « neutralisera le divorce entre les couches sociales qui avaient "gagné" le 10 mai »¹³.
- 18 Certains discernèrent, peut-être, dans l'appréciation portée par G. Althabe sur cette date « historique » une illustration de la démarche chère à Gramsci, consistant à marier « le pessimisme de l'intelligence avec l'optimisme de la volonté ». Que l'on nous permette d'y déceler également, bien qu'à dose légère, une autre influence : celle du bon docteur Coué.

Ce n'est qu'un débat, continuons le combat !

- 19 Tandis que G. Althabe pressait ainsi les vainqueurs du 10 mai de ne pas s'endormir sur leurs lauriers, sous peine de voir leurs adversaires essayer de compenser sur le terrain économique leur défaite sur le terrain politique, ceux-ci étaient en train d'ouvrir un nouveau front où le chercheur engagé qu'il était ne pouvait pas ne pas se trouver directement impliqué : celui de la production scientifique.
- 20 Soucieux de porter un coup d'arrêt à la restructuration du secteur des sciences sociales impulsée par le gouvernement précédent dans le sens d'une mise en conformité des connaissances produites avec la perspective néolibérale, le nouveau ministre de la Recherche, Jean-Pierre Chevènement, avait décidé de faire le ménage à la direction scientifique des sciences sociales du CNRS. Considérant implicitement les résultats des dernières élections comme nuls et non avens, celle-ci, en effet, poursuivait toujours les objectifs qui lui avaient été antérieurement assignés dans le champ des sciences de l'homme et de la société. D'où le tollé provoqué dans les milieux intellectuels conservateurs par la décision du ministre de la Recherche, et la violente campagne lancée par leurs nombreux relais médiatiques contre une « étatisation de la pensée » qui, à les entendre ou à les lire, faisait peser de lourdes menaces sur l'autonomie des chercheurs à l'égard du pouvoir politique¹⁴. Cette cabale où la mauvaise foi le disputait à la désinformation eut le don d'agacer G. Althabe. Dans un article aussi véhément que courageux, il n'hésitera pas à mettre les points sur les i en remettant sur le tapis un sujet redevenu tabou, une fois éteints les derniers feux de la « contestation » soixante-huitarde : le rapport entre sciences sociales et politique (1981c).
- 21 Comment accuser le nouveau ministre de la Recherche de mettre gravement en péril la démocratie, ironisait, tout d'abord, G. Althabe. Il n'avait fait, en effet, que suivre, à l'égard des personnalités nommées par le gouvernement qui venait d'être éliminé par le suffrage universel, les « règles non démocratiques » – G. Althabe soulignait le fait – que ce même gouvernement avait imposé au CNRS en 1979 « dans des conditions d'arbitraire » dont les plaignants auraient dû se souvenir, s'ils n'en avaient pas été les premiers bénéficiaires. « La démocratie, telle que les ministres précédents l'exerçaient, consistait à faire coopter, par des gens qu'ils avaient préalablement désignés, ceux qu'ils choisissaient pour occuper les postes de direction ». Aussi, ceux qui s'étaient « prêtés à cette mascarade », qui leur avait « donné le poids de leur réputation » auraient-ils pu se montrer « un peu plus modestes dans cette indignation ».
- 22 Après cette entrée en matière abrupte, G. Althabe expliquait en quoi le remplacement des personnes demeurées en poste dans certaines instances dirigeantes du CNRS était un acte relevant du « simple bon sens ». Ne s'employaient-elles pas à dresser toutes sortes d'obstacles à la mise en œuvre de la nouvelle politique de recherche ? Et d'évoquer le sabotage larvé auquel elles se livraient du colloque national en préparation destiné à mobiliser l'ensemble de la « communauté des chercheurs » – terme consacré dont l'actualité confirmait le peu de pertinence scientifique¹⁵ – pour redéfinir la raison d'être, les buts et les modalités de leur activité. Autre grief formulé par G. Althabe à l'encontre de l'ancienne direction des SHS : tirant parti des engagements budgétaires antérieurs, elle s'activait à renforcer les équipes dont les responsables étaient « en communion idéologique avec les objectifs de l'ancien régime ». N'auraient-elles pas de cesse, dans

l'avenir, de faire obstruction au cours nouveau que J.-P. Chevènement essayait d'imprimer à la recherche en sciences sociales ?

- 23 Néanmoins, le fait que les opposants se soient posés, avec impudence, selon G. Althabe¹⁶, en défenseurs de l'autonomie de la science et de la liberté des scientifiques face à l'État, n'impliquait pas, à ses yeux, qu'il n'y ait pas là matière à débat. Loin de l'esquiver, il va, au contraire, profiter de l'occasion pour entrer dans le vif du sujet, quitte à l'aborder dans des termes qui, déjà à l'époque, étaient de nature à faire grincer quelques dents, y compris dans son propre camp, parmi les adeptes du postulat de sciences immunisées contre toute contamination politique.
- 24 Immunisation illusoire, si l'on suit G. Althabe, étant données les conditions sociohistoriques d'apparition de « la conception qui veut que la recherche en sciences sociales soit un savoir cumulatif sur la société ». Cette conception n'était-elle pas née, en effet, « à la fin du XIX^e siècle, en France (Durkheim) et en Allemagne (Weber), dans un but explicite de refoulement du marxisme et du mouvement ouvrier » ? Aussi avait-elle dû, « pour se faire reconnaître, se forger des attributs de scientificité », et continuer à être maintenue « dans la mesure où elle est la base du système hiérarchique qui structure le milieu des chercheurs et des enseignants ». Dès lors, « ce n'est que si cette conception existe que le système peut produire ses critères d'évaluation, de jugement ». Or, soulignait G. Althabe, c'était précisément là où résidait « le nœud de la production des hiérarchies et de leur perpétuation par l'héritage ».
- 25 Sans doute la remarque vaut-elle aussi, reconnaissait-il, pour des « sciences dites exactes », puisque « les critères de jugement fonctionnent de même à l'intérieur du milieu des chercheurs et fondent la hiérarchisation ». Mais, G. Althabe faisait intervenir, en ce cas, un « troisième élément, interne à la pratique scientifique : l'expérimentation ». C'est lui, « en fin de compte, qui définit le véritable terrain de jugement ». Rien de tel, en revanche, dans le cas des sciences sociales. Dans la production de connaissances sur la société, cet élément de référence n'existe pas : « il n'y a plus que des hommes qui occupent des positions sociales qui leur confirment leur légitimité pour exercer le jugement ».
- 26 On se doute de l'accueil que pouvait rencontrer pareille prise de position, bien au-delà des cibles expressément visées. Et G. Althabe d'enfoncer le clou, au risque d'être accusé de sombrer dans le « relativisme ».

Les analyses en sciences sociales, poursuivait-il, sont directement en prise avec les processus historiques du moment dans lequel elles sont produites ; la connaissance (ou la méconnaissance) qu'elles apportent pèse dans un sens ou dans un autre ; leur signification ultime réside là, hors d'elles.
- 27 Il ne faisait pourtant là qu'appliquer le b.a.ba épistémologique dont est redevable toute approche sociologique ou anthropologique de la pratique scientifique en tant que pratique sociale. Avec l'avantage de faire quitter au débat sur « l'autonomie de la recherche » le terrain métaphysique où la polémique déclenchée l'avait placé :

La contradiction vient de ce que les chercheurs, les producteurs de cette connaissance croient que leur démarche intellectuelle est autonome, prise dans l'élaboration d'un savoir cumulatif et inscrite dans une filiation intellectuelle ; ainsi se multiplient les situations dans lesquelles une orientation de recherche, ayant pris sens dans un moment, s'enferme sur elle-même comme un savoir autonome et devient de plus étrangère à la conjoncture historique.

- 28 C'est précisément à l'une de ces situations que les nouveaux responsables du devenir de la recherche en sciences sociales se trouvaient confrontés, et elle ne pouvait se perpétuer, selon G. Althabe, que dans la mesure où ses acteurs avaient « acquis des positions de pouvoir (institutionnelles ou de légitimation) ». D'où leur refus du changement survenu en mai-juin 81, et leur résistance à ce qu'il impliquait, manifestation supplémentaire d'« un conflit sans cesse renouvelé » avec ceux qui « tentaient d'insérer la production du savoir dans les processus sociaux constitutifs du présent ».
- 29 Flatteuse pour les promoteurs de cette actualisation, cette façon de présenter les choses contredisait quelque peu, toutefois, ce que G. Althabe avait pourtant lui-même mis en évidence au début de son article. À savoir que, loin d'être « étrangère à la conjoncture historique », l'orientation générale qui continuait à prévaloir en matière de recherche en sciences sociales ne se comprenait que par rapport à cette conjoncture où, comme c'est toujours le cas lorsque l'heure est aux réformes, les uns poussent tandis que d'autres freinent ou, ce qui revient au même, poussent dans le sens inverse. C'est pourquoi, si le système ne semblait effectivement « plus capable que de se reproduire lui-même », il était quelque peu naïf d'en déduire que ceux qui le contrôlaient se trouvaient ipso facto « de plus en plus hors de l'histoire qui se faisait sous leurs yeux ». Comme le confirmeront les mesures prises plus tard, lors du retour de la droite au pouvoir, ses représentants dans le champ scientifique ne se situaient pas « hors de l'histoire ». Ils l'observaient, au contraire, avec attention, et agissaient en conséquence, l'inaction pouvant être un recours lorsque le rapport de forces leur était défavorable. Hier, comme aujourd'hui, ils avaient tout simplement pour charge, aux postes où ils avaient été nommés, de veiller à ce que l'histoire évolue – dans les esprits, pour ce qui les concerne – conformément aux intérêts des classes possédantes dont ils étaient idéologiquement mandataires.
- 30 Ce qui était reproché, en fin de compte, à la direction en place du CNRS, c'était, comme s'en offusquait G. Althabe, de « continuer à renforcer paradoxalement », comme si le 10 mai 81 et ses suites n'avaient pas eu lieu, « la tendance qui était destinée, dans la stratégie giscardienne, à établir son hégémonie sur ce terrain des sciences sociales ». Autant dire que l'enjeu n'opposait pas le passé au présent en matière de production des connaissances – pour ne rien dire des autres champs sociaux – mais bien deux visions divergentes sinon opposées de l'avenir.
- 31 Quoi qu'il en fût, le constat de G. Althabe était sans équivoque : « devenu incapable de produire en lui les processus permettant le remplacement des pôles d'archaïsme » qui continuaient à « proliférer », l'ensemble du système était « paralysé ». Suivait une description presque kafkaïenne de la situation régnant au CNRS. Faute de place ici, on n'en retiendra que la métaphore d'un « Centre » tout puissant, fonctionnant comme un système de « baronnies hiérarchisées » et « contrôlant sa propre reproduction », qui refoulait dans « une périphérie », « une banlieue avec ses bidonvilles », une connaissance sur la société stigmatisée comme « inférieure, subalterne ». Le « passage de la banlieue au Centre », c'est-à-dire la reconnaissance et la promotion par ce dernier, à partir de « ses propres critères », des travaux de recherche et des auteurs émanant de la première, s'effectuait « au compte-goutte, toujours à travers des aventures purement individuelles ». À la manière orwellienne d'une sorte de « ministère de la Vérité », ce « Centre » produisait un « discours général sur la société », qui se transmettait par le canal de « généalogies intellectuelles » d'héritiers plus ou moins rivaux, et qui s'émiettait en « une pluralité de discours d'apparence contradictoire », mais dont la « rationalité libérale » constituait « le terrain commun ». Dans un tel univers, ce « discours

prestigieux » qui avait « la force de la loi » intégrait parfois « sans le dire » ou ignorait « le plus souvent » ce que produisait « l'infra-monde des banlieues ».

32 Il était donc plus que temps, selon Gérard Althabe, d'ébranler les colonnes du temple de la recherche, non pour le détruire, mais pour le refonder. C'est pourquoi, déloger les officiants qui en occupaient les postes-clefs ne suffisait pas. Ce sont les assises même qu'il s'agissait de renouveler, en les élargissant au besoin. De là l'initiative du ministre de la Recherche d'organiser un « colloque national » pour « offrir un cadre extérieur à un système qui, par le renforcement des dépendances personnelles et des processus de hiérarchisation » intervenus au cours des années précédentes, ne pouvait plus « susciter par lui-même les forces et les regroupements qui seraient acteurs de sa transformation ». Ainsi, chercheurs et enseignants pourraient-ils enfin « s'exprimer et débattre entre eux » en toute indépendance. Bien plus, ce serait à eux-mêmes d'« amorcer des regroupements, des unifications » pour « dépasser les divisions hiérarchiques (le fondamental et l'appliqué, le théorique et l'empirique) » et « les séparations entre les disciplines » qui structuraient jusque-là leurs pratiques scientifiques. Une fois ce décloisonnement opéré, il leur reviendrait d'« imposer des domaines et des thèmes nouveaux d'intervention ».

33 Du fait de son extériorité, le colloque national pouvait, de la sorte, être le « point de départ de la mise en débat de ce qui fondait (institutionnellement et idéologiquement) » le système où la connaissance de la société était jusqu'alors produite. Machine de guerre mise à la disposition des scientifiques par le pouvoir politique, ce colloque devait, de ce fait, selon G. Althabe, inciter les premiers à réévaluer de façon positive le sens de l'intervention du second dans le champ de la recherche en sciences sociales. N'avait-elle pas pour ambition, en créant les « conditions de la libération des acteurs » à l'égard des divisions, des hiérarchies et des dépendances, d'« ébranler de l'extérieur une forteresse d'apparence inexpugnable », de « mettre à nu les processus enfouis, les solidarités masquées par des affrontements superficiels », de « produire le cadre qui, dans les années à venir, devrait permettre des débats véritables ? » Perspectives alléchantes, s'il en est. « Désormais, concluait G. Althabe, la balle est dans le camp des chercheurs et des enseignants. Sauront-ils s'en saisir ? » La suite prouva que non.

Le colloque, dans le domaine des sciences sociales, c'est-à-dire la sociologie, l'économie, l'histoire contemporaine, l'anthropologie qui se donnent pour but l'étude de la société dans laquelle nous vivons, a déçu (Althabe, 1982a).

34 Telles étaient les premières lignes dubilan « globalement négatif » établi par G. Althabe au lendemain d'une manifestation où les chercheurs spécialisés dans ces disciplines s'étaient fait remarquer, si l'on peut dire, par leur discrétion voire, pour « la plus grande partie d'entre eux », par leur indifférence. Nous ne reprendrons pas ici, car son examen critique exigerait à lui seul un autre article, l'explication détaillée proposée par G. Althabe de ce qu'il considérait comme un « paradoxe » : le désintérêt de ces chercheurs pour ce qui « aurait dû les intéresser au premier chef », à savoir « la réinsertion du savoir scientifique dans la société », alors qu'elle constituait « l'objet même du colloque ».

35 Ce qui ressortait principalement des développements consacrés à l'élucidation de ce « paradoxe » était que « la question centrale de la demande sociale » avait été évacuée par les participants parce qu'ils étaient « restés dans un cadre étroitement institutionnel » excluant l'« intrusion d'acteurs de l'extérieur », perçus comme susceptibles d'entraver « le développement majestueux de la connaissance autonome de la société ». D'où l'absence, au cours du colloque, d'« affrontement sur les orientations, sur le contenu de ce savoir élaboré sur la société ». Au lieu de cela, une « belle unanimité dans la célébration

de recherche "fondamentale" », dotée à ce titre du qualificatif de « scientifique », et dans la « dénonciation de la recherche "appliquée", refoulée dans une position subalterne dépendante, éloignée du scientifique ». Mais ce mépris envers la recherche « appliquée », somme toute conforme à la « représentation que les chercheurs et enseignants se donnent à eux-mêmes et donnent aux autres » d'une connaissance « indépendante des conjonctures sociales dans lesquelles elle se constitue », trouvait un renfort dans le contexte politique et idéologique où le colloque prenait place.

- 36 Bien qu'appartenant en grande majorité à la gauche, parfois étroitement, les participants, « restés prisonniers d'une conception métaphysique du pouvoir étatique » élevée au cours des années au rang d'évidence philosophique, persistaient à voir dans ce dernier « l'incarnation ontologique du mal ». Ainsi, l'organisation du colloque lui-même fut-elle souvent « perçue comme relevant d'on ne sait quelle manipulation ». Certains des responsables de la commission spécialisée des sciences de l'homme allèrent jusqu'à « multiplier les appels à l'unité face aux menaces que ferait peser sur tous la malignité du ministre, présenté comme ourdissant de noirs complots à l'égard des sciences de l'homme ». Peu importe dès lors, « les potentialités de changement social ouvertes par la victoire, mais aussi les menaces sérieuses contenues dans la pression des forces conservatrices passées à la contre-offensive ». Occupés à défendre, dans un « combat fabuleux » toujours recommencé, l'espace de liberté de l'individu – en l'occurrence, la figure mythique du chercheur sans attaches sociales – contre les empiétements de l'État, les participants ne pouvaient que faire la sourde oreille, quand ils ne manifestaient pas une franche hostilité, à la question qui, selon G. Althabe, aurait dû être au centre du débat : « Quelle connaissance sur et dans la société est nécessaire à un pouvoir étatique de gauche ? »
- 37 Pour G. Althabe, cette phobie à l'égard d'un État diabolisé, cette réduction de toute réponse à la demande sociale à « une commande dans laquelle le chercheur n'est plus que le serf du commanditaire » étaient doublement désastreuses. Au plan épistémologique, on pouvait « s'interroger sur une soumission aussi complète à une représentation métaphysique du politique de la part de spécialistes de l'analyse de la société ». Ne conduisait-elle, comme en témoignait la « production intellectuelle dominante », à l'élaboration d'anthropologies idéalistes qui se donnaient pour objet « la mise à jour d'invariants ontologiques déterminant des situations historiques concrètes » ? Avec « l'inversion » qui en découlait : l'histoire, l'ethnologie, la sociologie étaient « utilisées comme de simples instruments permettant d'illustrer, de donner corps et apparence de réalité aux vérités éternelles que les philosophes présentent à notre admiration ». Au plan directement politique, cette frilosité idéologique qui incitait les chercheurs à s'enfermer dans une scientificité imaginaire pour « s'exclure des luttes dans lesquelles se jouait l'histoire présente » était également désastreuse, car elle stérilisait « un potentiel de recherche évident » au moment où « une connaissance participant à la transformation des conditions socioéconomiques » se révélait des plus nécessaires pour les différents acteurs de cette transformation.
- 38 Pas plus sur le front de la production intellectuelle que sur celui de la production matérielle, le « combat pour le socialisme » ne donna donc les résultats escomptés. Non parce qu'il fut perdu, mais, tout bonnement, parce qu'il n'avait pas été véritablement engagé. Comme G. Althabe ne cessera de le répéter par la suite, les conditions institutionnelles et idéologiques dans lesquelles la gauche était appelée à gouverner excluaient a priori qu'un tel combat fût mené : respect de la constitution et des

procédures électorales, délégation de pouvoir au profit de représentants politiques ou syndicaux, confiance des couches populaires dans l'État-providence, recul de la pratique militante à la base, repli corrélatif dans la sphère du privé... « L'absence d'un mouvement social accompagnant la victoire de mai et juin derniers et s'articulant aux actions de réforme menée par le nouveau pouvoir » constituait la caractéristique première du début du septennat de François Mitterrand. Et tout le reste en découlait : impossibilité d'une « transformation des rapports de force dans la société » ; « instauration d'un compromis avec les détenteurs du pouvoir économique » de plus en plus favorable à ces derniers ; reconduction et naturalisation de la logique capitaliste transformée « en destin inéluctable » ; entraînement du gouvernement « dans une position de gestionnaire »... (Althabe, 1982b).

- 39 Le diagnostic de G. Althabe était amer, mais non dénué de lucidité : « dans sa version optimiste des premiers mois, cette situation est apparue comme le signe de l'état de grâce, dans sa version actuelle, elle devient pour la plupart le signe du désenchantement ». Le remède, en revanche, ne péchait par excès de réalisme, si l'on tient compte de la nature de classe – néo-petite bourgeoise – du « pouvoir étatique de gauche ». On en jugera par la mise en demeure que lui adressait G. Althabe de « prendre des initiatives ayant pour objectif de créer les conditions d'émergence d'une conjoncture dans laquelle son action serait en conjonction avec un mouvement social ».
- 40 À ce « pouvoir étatique de gauche », G. Althabe prêtait encore, sans trop y croire, « la volonté d'introduire des changements décisifs dans la société », ne serait-ce que parce que c'était là le moyen de « pérenniser son existence ». Un simple regard sur le bilan des gouvernements « travaillistes » ou « sociaux-démocrates » dans les pays voisins aurait dû le convaincre qu'il n'en était rien. La durabilité de leur présence au pouvoir ou la probabilité d'y revenir était, bien plutôt, fonction de leur refus d'« introduire des changements décisifs », à moins que l'on ne qualifie de tels ceux destinés à assurer la pérennisation... du système capitaliste. Niant l'évidence, G. Althabe n'en somrait pas moins le gouvernement de gauche français de passer à l'offensive pour s'attaquer au « cœur du système, dans une mise en question directe de l'exploitation », en investissant un « terrain resté ouvert » où existaient des « potentialités de mobilisation insoupçonnées » : le refus populaire, enraciné dans la tradition révolutionnaire, des inégalités. « Étape obligatoire » à laquelle la gauche gouvernementale ne pouvait échapper, concluait G. Althabe, si elle voulait que, « dans le futur, soit posées les questions qui actuellement relèvent du mythe consolateur et des slogans de congrès, c'est-à-dire la rupture graduée avec le capitalisme et la transition vers une société relevant d'un socialisme à réinventer ». On sait ce qu'il en est advenu depuis.
- 41 Énumérer les déconvenues qui, au fil des mois, puis des années, en ont résulté pour G. Althabe comme pour tant d'autres, reviendrait à faire le récit des rendez-vous manqués de la gauche institutionnelle avec ce « peuple de gauche » qui l'avait portée au pouvoir sans soupçonner le mésusage qu'elle en ferait. Cependant, à l'encontre de ce que l'on aurait pu attendre de quelqu'un pour qui l'arrivée de la « vague rose » sur les rivages élyséens avait été porteuse d'innombrables espérances, les articles de G. Althabe ne peuvent être lus comme la chronique d'un désenchantement annoncé. Là où beaucoup ont cédé au découragement et à l'écœurement avant de renoncer, il persévéra contre vents et marées. Bien que, sous l'effet d'un vent néolibéral soufflant alors en rafales sur l'Europe, un changement de cap se profila un an à peine après l'arrivée de la gauche aux responsabilités gouvernementales, G. Althabe poursuivit sa collaboration avec *NON* !,

avant d'enchaîner jusqu'en 1985 avec *EN JEU*, l'hebdomadaire illustré qui avait pris la relève. Il gardait, en effet, l'espoir que ce qu'il considérait, à tort ou à raison, comme l'« aile gauche » du PS parviendrait, malgré tout, à redresser la barre et à empêcher le gouvernement « socialo-communiste » de poursuivre une dérive droitière déjà très prononcée¹⁷.

- 42 Tout en laissant percer parfois son amertume ou son irritation devant ce qu'il préférerait appréhender comme des erreurs d'appréciation ou des concessions imposées, sans aller toutefois jusqu'à méconnaître les trahisons et des compromissions qui les accompagnaient, G. Althabe multipliait inlassablement analyses et mises en garde pour que l'« alternance » ne se solde pas, pour les classes populaires qui avaient misé sur elle, par un échec, une déception et, au bout du compte, un sentiment de défaite et d'abandon lourd de conséquences pour un futur dont l'émancipation collective demeurait l'horizon. Cet optimisme à tous crins dont G. Althabe faisait montre, dans le droit fil d'un héritage progressiste qu'il voyait jour après jour dilapidé par ceux-là mêmes qui s'en réclamaient, peut être diversement interprété. Certains parleront d'aveuglement et d'illusions. D'autres, dont nous sommes, y discerneront plutôt l'empreinte d'une indéniable générosité.

BIBLIOGRAPHIE

ALTHABE G., 1981a. « Rapports sociaux dans l'espace de cohabitation d'immeubles HLM de Nantes-Bellevue », *NON !*, 5 (janv.- févr.) : 124-143.

ALTHABE G., 1981b. « Le champ des possibles », *NON !*, 8 (juil.-déc.) : 109-111.

ALTHABE G., 1981c. « Les lauriers sont coupés », *NON !*, 10 (nov.-déc.) : 19-22.

ALTHABE G., 1982a. « Les sciences sociales et le colloque », *NON !*, 12 (mars-avril).

ALTHABE G., 1982b. « La gauche et le "compromis social" », *NON !*, 13 (mai-juin) : 55-62.

ALTHABE G., 1982c. « Appareil d'État et mouvement social », *NON !*, 14 (juil.-août) : 80-86.

ALTHABE G., 1983. « La prise d'une ville : Nantes », *EN JEU*, 7 (nov.-déc.).

ALTHABE G., 1984. « Samia Messaudi : Le refus du ghetto », *EN JEU*, 10 (mars).

ALTHABE G., 1984. « Profession : ex-staliniens », *EN JEU*, 12 (mai).

ALTHABE G., 1985. « République et socialisme », *EN JEU*, 21 (avril).

ALTHABE G., MARCADET C., PRADELLE (de la) M. & SELIM M., 1985. *Urbanisation et enjeux quotidiens. Terrains ethnologiques dans la France actuelle*. Paris, Anthropos (rééd. L'Harmattan, 1993).

NOTES

1. La vision politique de G. Althabe transparait aussi, évidemment, dans des recherches en anthropologie politique effectuées dans d'autres pays ou continents, que ce soit antérieurement

(Madagascar, Afrique centrale) ou postérieurement (Argentine, Roumanie) à la période considérée dans la présente contribution.

2. À l'époque secrétaire national chargé des études au PS, D. Motchane était à la fois l'un des principaux animateurs et théoriciens du CERES, spécialement chargé du recrutement des « compagnons de route » dans l'intelligentsia.

3. Rappelons, pour mémoire, le sens de ces initiales : Centre d'études, de réflexion et d'éducation socialistes.

4. On relèvera ainsi dans l'« ours » de cette revue bimensuelle les noms de Bernard Cassen, Régis Debray, Marc Ferro, Alain Joxe, Dominique Lecourt, Armand Mattelart...

5. *NON !*, n° 1, mai-juin 1980.

6. « À l'ouest, quoi de nouveau ? », *ibid.*

7. Le premier article de G. Althabe paru dans *NON !* (1981a), exposait les résultats d'une recherche ethnologique sur la coexistence résidentielle entre familles de milieux populaires dans une « cité » nantaise. Article republié in Althabe G. *et alii* (1985).

8. Althabe G. (1981b).

9. Membre du comité de rédaction de *NON !*, Nicole Questiaux devait également être appelée à occuper un poste de ministre d'État, celui de la Solidarité nationale.

10. Quelques lettres enthousiastes parvinrent à la rédaction. Elles ne furent pas retenues pour éviter d'ajouter – D. Motchane *dixit* – à « l'effusion et la confusion ambiantes ». Seules furent publiés, outre le commentaire de G. Althabe, celui de J.-P. Garnier et L. Janover (cosigné par A. Bihr et R. Lourau), la réplique de D. Motchane et un « billet » de C. Broussouloux, respectivement intitulés : « Ils ont gagné », « Un désespoir anachronique ou le complexe de la chrysalide » et « Le 11 mai ».

11. G. Althabe se trompait de lieu : c'est place de la Bastille qui servit de théâtre aux liesses vespérales et nocturnes du 10 mai.

12. Cette crainte fait écho aux débats et aux articles auxquels donnaient lieu, au sein du comité de rédaction de *NON !* et dans la revue, la place de la petite bourgeoisie intellectuelle dans la division capitaliste du travail, et son rôle politico-idéologique dans la reproduction des rapports de domination. G. Althabe s'était montré très réceptif, en particulier, à la thèse selon laquelle ce « troisième larron de l'histoire », entre bourgeoisie et prolétariat, était en train de passer du rang de « fraction dominante de la classe dominée », à celui de « fraction dominée de la classe dominante ». Avec la désolidarisation que cette ascension/promotion pouvait à terme provoquer à l'égard des couches populaires, ouvrières ou employées, parallèlement à son rapprochement de fait, plus ou moins assumé, avec la bourgeoisie.

13. Cette conclusion en demi-teinte, en y incluant les guillemets accolées au mot « gagné », donnait a contrario raison, ainsi que G. Althabe le reconnaîtra quelques mois plus tard, aux auteurs de l'article « Ils ont gagné », paru en même temps dans *NON !*, qu'il avait jugé sur le coup « défaitiste ».

14. Dans un article où il se posait en victime de l'arbitraire étatique, le sociologue Jacques Lautman, par exemple, qui venait d'être évincé de son poste à la tête de la direction des SHS, pronostiquait pour la France un asservissement de la science comparable à celui des pays de l'Est « socialistes ». L'intitulé de cet article en résumait la « philosophie » : « La terreur rose » (*L'Aurore*, 31/10/1981). La proposition par Jean-Pierre Chevènement de la candidature de l'anthropologue Maurice Godelier, réputé marxiste à l'époque, pour prendre la succession, ne fit qu'aviver la polémique.

15. Outre le violent dissensus politico-idéologique qui ébranlait alors ladite communauté, il convient de noter, comme le faisait G. Althabe, ce que pouvait avoir de cocasse le spectacle de ces « hiérarques universitaires » s'érigeant en « porte-parole légitimes » d'une « communauté » où « le vacataire de recherche » risquait « de se retrouver pour une fois en communion avec le professeur du Collège de France ! »

16. Se référant à l'article publié dans *L'Aurore*, G. Althabe aura ces mots : « Je pose la question : dans un tel article, Monsieur Lautman est-il vraiment un amoureux de la liberté scientifique et victime de l'arbitraire étatique ? Ne reste-t-il pas simplement dans le rôle qui était le sien lorsqu'il fut appelé à la sous-direction des sciences sociales du CNRS, celui d'un politicien spécialisé dans la gestion idéologique de la production intellectuelle ? » (« Les lauriers sont coupés », 1981c). Pour la petite histoire, on rappellera que « Monsieur Lautman » devait retrouver son poste – et donc son « rôle » – à la faveur de « l'alternance » suivante.

17. Outre les articles déjà cités, on mentionnera, sans prétendre à l'exhaustivité : 1982c, 1983, 1984, 1985.

AUTEUR

JEAN-PIERRE GARNIER

IPRAUS-CNRS